COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 26 JUIN 1982 | N° 167 | PRIX : ANTILLES 2 F FRANCE 3 F

Editorial

LE GOUVERNEMENT DE GAUCHE FAIT UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE DROITE . . . LES TRAVAILLEURS L'ACCEPTERONT-ILS ?

La décision du gouvernement de bloquer les salaires et les prix a suscité en France de nombreuses réactions.

La plus remarquée a été sans conteste celle du parti communiste français qui vient de dire publiquement qu'il désapprouvait le blocage des salaires de façon autoritaire. En effet le gouvernement Mauroy s'apprête à faire voter une loi qui permettra de bloquer les salaires et les prix pour quatre mois.

Les syndicats eux aussi ont à l'unanimité protesté contre une telle loi.

Et on a même vu la CFDT, par la bouche de Edmond Maire annoncer non seulement son opposition au blocage mais aussi promettre au gouvernement d'agir dans ce sens. La CFDT ainsi que la CGT agitent la menace de l'action des travailleurs et disent n'exclure «aucun moyen d'action» des travailleurs.

Les syndicats et le parti communiste prennent position de cette manière parce qu'ils se rendent sans doute compte qu'il ne faut pas porter la responsabilité de ce blocage. S'ils avaient l'air d'être trop prompts à soutenir le gouvernement dans cette voie, ils pourraient alors se couper d'une partie des travailleurs.

S'ils veulent conserver leur possibilité de futures interventions, ils ne peuvent apparaître comme des organisations soumises pieds et poings liés au gouvernement. Il faut remarquer d'ailleurs que tout en annonçant leur opposition à la loi de blocage des salaires et tout en agitant leurs menaces de façon voilée sous le nez de Mauroy les syndicats pas plus que le PCF n'appellent pas les travailleurs à s'y opposer. Ils disent qu'ils sont contre et le font largement savoir (il parait que la prise de position de Marchais au nom du PCF sera diffusée à 5 Millions d'exemplaires dans les entreprises) mais ils ne se présentent pas en champions de la lutte contre le blocage !

Finalement aucune des grandes organisations ouvrières syndicales ou politiques ne veut être en retrait par rapport aux autres sur ce terrain là. Aucune d'elles ne veut prendre le risque de laisser les autres apparaître comme les seuls à avoir refusé le blocage. Et on arrive donc à la situation où finalement toutes le refusent mais sans qu'aucune ne fasse rien ou ne propose une action efficace aux travailleurs contre ce blocage. On ne peut en effet considérer les diverses propositions vagues et fumeuses de Krasucki comme une proposition d'action. Il ne les proposait pas aux travailleurs du reste mais au gouvernement pour éviter d'avoir à bloquer les salaires.

Alors maintenant que le gouvernement est décidé à bloquer légalement, que vont faire le PCF et les organisations ouvrières ? Le PCF annonce déjà qu'il ne rompra pas la solidarité gouvernementale là dessus : il votera la loi sans doute pour conserver l'unité gouvernementale. On grognera mais on votera.

La CGT demande à ses adhérents d'exprimer leur refus. Elle ne demande pas de le combattre mais de dire qu'on est contre,

(Suite p. 4).

MERCREDI DERNIER, MANIFESTATION POPULAIRE A POINTE-A-PITRE, AVEC DALON, LIBÉRÉ !



Hugues Dalon est sorti libre de la prison de Pointe-à-Pitre à l'issue de son procès le mercredi 23 juin 1982.

C'est dans une salle comble que Dalon se présenta devant les juges du tribunal de Pointe-à-Pitre. Une salle pleine de militants anti-colonialistes, de jeunes, de travailleurs. Certains ont du attendre dehors sur le palier ou au bas du tribunal tant il y avait de monde dans la salle.

D'emblée Dalon déclara aux juges qu'il ne leur reconnaissait pas le droit de le juger car ils étaient tous blancs et lui noir, car ils représentaient le pouvoir colonial. . .

Il refusa de répondre aux différentes questions du genre «que faisiez vous à Raizet ce jour là ?» etc. . . Il dit au juge qu'ils avaient un dossier et de se référer à ce dossier dans lequel figuraient déjà l'ensemble de ses réponses.

Sur le problème de la violence il s'en prit encore aux juges, leur disant «la violence c'est précisément de m'avoir jeté, moi, en prison, la violence c'est ce qui m'arrive là aujourd'hui, la violence c'est ce que mon peuple supporte depuis des siècles».

Après lui, l'avocat général fit une déclaration entièrement basée sur la violence qui selon lui déferle en Guadeloupe depuis la GLA. Il parla de racisme à partir des actions revendiquées par le «comité contre le génocide des noirs par substitution», le Racisme «cette bête hideuse». Il qualifia ie comportement de Dalon de raciste et compara les inscriptions revendiquées par le comité contre le génocide des noirs » à l'étoile juive que l'on apposait sur les maisons juives lors de la dernière guerre. . .

Evidemment, les rires et les réparties ironiques venant de la salle ponctuèrent le discours de ce chantre du non-racisme. . . C'était évidemment ridicule. Un avocat général blanc aux côtés d'une pléiade de juges blancs face à un accusé noir et à une salle noire dans un pays de noirs. C'était bien cela le racisme, le racisme officiel. . .

Rappelons que les déclarations de Dalon avaient reçu un tonnerre d'applaudissement dans la salle et que à plusieurs reprises, le président du tribunal menaça de faire évacuer les lieux.

Après la déclaration de l'avocat général, la tension était grande. Bien des gens avaient du mal à se retenir pour ne pas exprimer à haute voix leur désaprobation.

Ce fut alors le tour de l'avocat de la défense ; Me Ursule. Dans un premier temps, Me Ursule s'attacha à démonter l'accusation en prouvant que on ne pouvait pas accuser Dalon d'avoir brisé des vitrines à Raizet puisque personne ne l'avait vu commettre ce geste — Les deux individus ayant brisé les vitrines étant alors porteurs de cagoule — Me Ursule poursuivit dans le même sens, démontant point par point toute l'accusation. Dans un deuxième temps, elle fit une analyse de la société antillaise, sans perspective pour les jeunes. Elle dit qu'il fallait «s'interroger si dans ce pays, des actes de colère étaient perpétrés. Si des vitrines explosent c'est bien qu'il y a dans ce pays une situation explosive. . . Enfin Me Ursule termina en réclamant purement et simplement la relaxe pour Dalon.

Les juges sortirent alors de la salle d'audience pour délibérer. Entre temps une banderole était élevée dans la salle demandant la libération de Alexander, Marc-Antoine et Dalon et un incident opposa les responsables de la police à la foule. Les premiers voulant faire évacuer la salle. Devant la détermination de tous les gens présents ils ne purent que se résoudre à laisser tout le monde dans la salle. Ils tentèrent alors de faire enlever la banderole. En vain.

Le jugement fut rendu quelques instants après. Dalon est reconnu coupable (alors même qu'il n'y avait aucune preuve réelle au dossier) et est condamné à 1 mois

Suite Page 2

Fort-de-France : Manifestation de soutien au peuple palestinien

Le samedi 19 juin s'est tenue une manifestation de soutien au peuple palestinien, à Fort-de-France. Environ 400 personnes ont participé à cette manifestation à laquelle avaient appelés tous les partis de gauche de Martinique, y compris notre tendance. Il faut souligner que de nombreux commerçants syriens et palestiniens avaient fermé les portes de leur magasins afin de participer à cette manifestation.

Certes, ce n'est pas une manifestation qui pourra faire échec à la politique criminelle des dirigeants israéliens. Mais au moins les participants auront pu dire leur opposition à la politique impérialiste symbolisée par les menées de l'état d'Israël au Moyen-Orient.

Vendredi 2 juillet, venons tous soutenir Marc-Antoine et Alexander à leur procès à Basse-Terre

Rendez-vous de départ 6 h du matin devant Rémy-Nainsouta à Pointe-à-Pitre. Que ceux qui ont une voiture, y viennent pour faciliter l'arrivée sur Basse-Terre de tous ceux qui veulent venir manifester leur soutien à Marc-Antoine et Alexander.

Martinique : assises - quand les pauvres sont broyés par la société bourgeoise et la justice de classe.



C'est actuellement la tenue des Assises aussi bien en Martinique qu'en Guadeloupe d'ailleurs. Et au cours des procès les années de prison tombent. France-Antilles titre alors : " 3 années de prison pour X, 5 années de prison pour Y, 8 années de prison pour Z..."

Mais il y a un fait qui frappe dans toute la longue série des procès de cette session des Assises, c'est la provenance sociale des inculpés : En Martinique, tous les accusés, tous sauf un, sont de milieu extrêmement défavorisés. Aucun n'a de métier stable ! Un d'entre eux a même des antécédents psychiâtriques. Une grand-mère dans une crise de colère projette sa petite-fille par terre : cette dernière en mourra.

Dans ces procès, l'alcool est fréquemment mentionné : dans le cas précité de la grand-mère meurtrière, elle avait de fréquents délires dus à l'absorption abusive d'alcool. Dans un autre cas, le meurtre de Fonds-Bâtelière, quartier déshérité de Schoelcher, les deux protagonistes étaient ivres au moment de la dispute qui a coûté la vie à l'un d'entre eux.

Les quartiers d'habitation des inculpés : Fonds-Bâtelière à Schoelcher, Calebassier au Lamentin, la Sarraut encore au Lamentin, tous quartiers pauvres, où le manque des conditions élémentaires de confort et d'hygiène est criant.

Quoi d'étonnant que les moindres querelles, les moindres désaccords prennent un tour dramatique, que le désœuvrement et l'alcool aggravement !

Alors le tribunal siège et distribue les années de prison. Les avocats généraux réclament, le jury "suit" ou ne "suit" pas, les pauvres vont croupir plusieurs années supplémentaires en prison pour avoir tué des pauvres comme eux.

Oui, la justice est de classe, elle est colonialiste aussi par le fait que ce sont des pauvres, des colonisés, des exploités au dernier degré qui sont jugés et emprisonnés.

Ce ne sont pas les riches que l'on trouve à la barre des Assises. Et pour cause : il est devenu banal de parler de drame de la misère, de drame de la pauvreté.

Mais la pauvreté, la misère ne sont pas des fatalités : ce sont des produits de la société de classe, de la société capitaliste. Et la société capitaliste porte sa part de responsabilité pour les meurtres qui sont jugés.

J.B.

AFFAIRE SODEG : APRES L'INCULPATION DE JEAN AUDEBERT

Jean Audebert, président du conseil régional du patronat vient d'être inculpé de "complicité d'escroquerie et d'abus de biens sociaux". En d'autres mots Jean Audebert vient d'être reconnu coupable par le juge d'instruction Davergne d'avoir effectivement été mêlé à l'escroquerie de la SODEG.

Rappelons que la SODEG est cette société d'aménagement qui a été le maître d'oeuvre de toute la rénovation urbaine de Pointe-à-Pitre et que des milliards ont été détournés par un certain nombre d'individus. Certains ont été emprisonnés il y a plusieurs mois : Philippe Audebert frère de Jean, Michaux président de la SODEG et Seymour le comptable, ainsi que Koml'a entrepreneur.

Après leur libération quelques semaines plus tard, l'affaire SODEG semblait avoir été quelque peu étouffée. Il est sur que tout ce beau monde, lié à de puissantes relations aura tenté de diriger l'affaire vers une voie de garage. Cela, la population n'en était pas dupe et exprimait bien souvent son dégoût face à la mansuétude de la justice vis à vis de certains, de sa sévérité à l'égard de Marc-Antoine, Alexander ou Dalon ou de bien d'autres, tous ces jeunes noirs pauvres condamnés pour des peccadilles à de longs mois d'emprisonnement

Cela signifie-t-il que la justice bourgeoise, la justice coloniale est décidée à s'en prendre aux voleurs de la bourgeoisie et aux escrocs en boutons de manchettes ? non bien sûr. Mais cette justice qui se veut impartiale et sereine, doit bien faire quelques fois certaines démonstrations même hypocrite, pour montrer qu'elle peut s'nen prendre aussi à l'autre monde. Mais pour combien de malheureux, de pauvres emprisonnés injustement il y a-til "d'Audebert", de capitalistes, de riches qui subissent le même sort ?

Combien de capitalistes, de bourgeoi trafiquent à l'abri même des lois qui son en leur faveur, combien aussi commetten toutes sortes d'exactions petites et grande sans jamais être inquiétés. Combien enfi le plus légalement du monde volent à de milliers de travailleurs leur force de travai les exploitant férocement ?

Ne soyons donc pas dupes de cett soi-disant justice des bourgeois quand ell s'en prend aux bourgeois. C'est une fauss démocratie. Car s'il fallait faire confianc à cette justice coloniale parce qu'elle in culpe de temps à autres, lorsque le scan dale éclate, quelques gens de sa classe, i faudrait aussi lui réclamer les jugement des assassins de travailleurs en mai 67, de morts et des blessés des accidents de tra vail criminels dans les usines et les champs les assassins de Gérard Nouvet tué par le militaires français dans les rue de Fort-de France, les assassins de Chloé "suicidé" dans les prisons de Fort-de-France, ceux de Marie Louise et Ilmany percés des bal les de militaires français dans les champs du nord de la martinique etc etc... Il faudrait lui en poser des questions à cette justice si nous avions confiance en elle !

Mais elle ne répondrait pas.

Ceci dit, la satisfaction qu'ont exprimé bon nombre de travailleurs guadeloupéens, de pauvres, après l'inculpation de Jean Audebert témoigne non pas d'une quelconque haine ou morbidité, mais plus d'un besoin immense de justice, d'équité ce sentiment qui existe chez les pauvres de ce pays. Mais qu'ils sachent aussi que ce besoin de justice ne pourra être totalement satisfait que lorsque les travailleurs de ce pays décideront de rendre la justice eux même. C'est à dire lorsqu'il auront aussi le pouvoir politique.

MERCREDI DERNIER, MANIFESTATION POPULAIRE A POINTE-A-PITRE, AVEC DALON LIBÉRÉ !

Suite de la page 1

de prison ferme et 7 avec sursis, de plus on lui infligea trois ans de «mise à l'épreuve».

Dans la mesure où Dalon était resté plus de trois mois en prison préventive il fut libéré ayant déjà acompli plus que sa peine.

C'est alors que se déroula la manifestation, forte de plusieurs centaines de personnes pour aller accueillir Dalon à sa sortie de prison. «Nou libéré Dalon» Nou libéré Dalon, lagué Marc-Antoine et Alexander» «a bas la justice coloniale», ki yo vé ki yo vé pa, la Guadeloupe ké libéré» étaient les mots d'ordre repris avec joie, avec force par tous. A la sortie de la prison, tout le monde attendit la sortie de Dalon devant se conformer aux formalités de «levée d'écrou». Plusieurs cars de CRS étaient stationnés sur les lieux, mais les CRS après une première sortie rentrèrent dans leurs véhicules sans intervenir.

C'est une ovation qui accueillit Dalon à sa sortie, il fut porté en triomphe sur les épaules de plusieurs manifestants et la manifestation emprunta alors la place de la victoire, la rue Nozières, la place de la rénovation pour se disperser près des tours Frébault. Dalon monta à radio-Unité où des camarades du MPGI l'interwievèrent immédiatement. Il parla de ses conditions de détention et dit son sentiment sur son arrestation, son procès et le mouvement d'action unitaire de plusieurs organisations qui avaient organisé le soutien pour exiger et obtenir sa libération.

COMMUNIQUÉ DE LA CSTM

La direction de l'usine "yaourts Littee" n'a jamais digéré que la CSTM ait pu la contraindre à réintégrer notre délégué syndical-delégué du personnel en septembre 81 au terme d'une procédure judiciaire qui a duré deux ans, pendant lesquels ce camarade est resté sans travail . Une deuxième victoire a été remportée par la CSTM lorsque les ouvriers, aux élections de délégués du personnel de février 82 ont porté 70 % de leurs suffrages sur la liste CSTM qui a aussi obtenu trois sièges sur quatre. Alors la direction Littée a engagé une guerre de harcèlement contre les ouvriers syndiqués à la CSTM, mais cette guéguerre, elle la perdra comme les précédentes. La direction fait toutes sortes d'entraves aux délégués du personnel. Tout est prétexte à avertissement ou mise à pied, voire licenciement. Dernièrement, le 4 juin 82, un chauffeur syndiqué CSTM employé à l'usine depuis 79 alors qu'il assurait l'intérim (dans le ramassage du lait) d'un camarade en congé est accusé à tort d'avoir fait erreur de rédaction des bons de livraison. Il s'est avéré que ce camarade chauffeur n'était pas l'auteur de cette erreur.

Pourtant la direction a sauté sur l'occasion et a suspendu ce travailleur sur le champ, puis 15 jours plus tard l'a licencié sans préavis, ni indemnité. Dès le lundi 21 Juin, la CSTM a engagé des discussions avec la direction. Cette dernière est restée sur une position intransigeante. Les ouvriers ont indirectement décidé d'arrêter la production de yaourt et de jus de fruit.

Au 22 Juin, l'UTIA, section de l'UGTM fait savoir qu'elle se désolidarise du mouvement décrété par la CSTM. Une délégation intersyndicale CSTM-UTIA a, une nouvelle fois rencontré le patron qui est resté sur une position "oxydée". La grève s'est renforcée ; les ouvriers grévistes ont décidé de tout arréter dans l'usine. Néammoins, dans un souci de responsabilité, ils ont pris des dispositions pour que le ramassage de lait chez les petits éleveurs et sa livraison dans les hopitaux se poursuivent, la livraison des yaourts et jus de fruit assurée par des chauffeurs indépendants s'est faite dans la limite des stocks disponibles.

La grève de solidarité sera menée avec détermination jusqu'à la réintégration du camarade abusivement licencié.

– YONN POU L'AUTE
– YONN E PI L'AUTE

Le 23 Juin 1982. Pour la CSTM : Daniel Marie Sainte.

EDF MARTINIQUE : MANIFESTATION DE MÉCONTENTEMENT A POINTE-DES-CARRIÈRES

Le mécontentement gronde toujours à E.D.F Martinique et plus spécialement à la centrale de Pointe des Carrières. Une grève de 48 heures avait même éclaté au début de l'année pour obtenir l'embauche du personnel qui manquait.

La direction à l'époque avait fait des promesses d'embauche, le problème étant qu'il devait y avoir des réunions avec le syndicat CGTM afin de planifier ces embauches.

Mais, sur plus de 30 embauches demandées, la direction d'E.D.F n'envisageait que 4 !

Alors la colère a monté et le mardi 22 Juin, les ouvriers ont arrêté le travail. Ils ont exigé que le chef de centre en personne (le responsable d'E.D.F Martinique) vienne sur place leur dire ce qu'il a décidé en matière d'effectif et d'amélioration des conditions de travail.

Les travailleurs ont exigé que les heures d'arrêt de travail leur soient payées, car ils rendent la direction responsable de cet arrêt.

Devant ce mécontentement, la direction organise une nouvelle réunion le mercredi 23. Peut-être a-t-elle le désir de décourager les ouvriers en renvoyant de réunion en réunion. Mais ceux-ci ne l'entendent pas de cette oreille et demeurent mobilisés afin que leurs revendications soient prises en compte.

ANTI-DÉMOCRATISME ET GRÈVE BOUCHON DE L'UTS, PASSIVITÉ DE LA CGTG
DEUX MOYENS D'EMPÊCHER LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS DE L'HÔPITAL

Deux services partiellement en grève dans l'hôpital de Pointe-à-Pitre provoquent un embouteillage, une certaine paralysie, de tout l'établissement.

La presse fait de cette grève l'événement principal de la Guadeloupe depuis plusieurs semaines.

Ainsi, cette semaine, la grève dirigée par l'UTS connaît un regain de notoriété : le PCG (parti communiste guadeloupéen) et la CGT viennent de prendre publiquement position contre l'UTS et contre ses méthodes.

L'attitude du PCG et de la CGTG consiste à critiquer les méthodes de l'UTS et à lui laisser la responsabilité de l'échec de la grève. . . Le PCG et la CGTG parient donc d'avance sur l'échec de la grève !

Leur prise de position s'appuient sur un certain nombre de faits réels quant à la conduite de l'UTS dans cette grève (méthodes anti-démocratiques, bluff et mensonges, menaces de certains dirigeants contre des travailleurs, climat de pseudo-terreur créé dans l'hôpital, politisation artificielle au bénéfice des positions du courant UPLG...) Tout cela est bien réel.

Mais il faut aussi considérer sérieusement d'autres aspects de la situation. Il reste que malgré toutes les méthodes condamnables de l'UTS, il y a des travailleurs en grève dans deux services importants de l'hôpital. L'UTS s'en sert comme d'une grève bouchon sur une chaîne d'usine automobile. Un bout de la chaîne en grève bloque toute la chaîne. Mais comme l'hôpital n'est justement pas une usine, l'UTS provoque artificiellement la paralysie des autres services (admission, économat etc. . .) contre la volonté des travailleurs de ces services, mais aussi contre ceux qui en subissent les conséquences dans d'autres services. Cette politique provoque l'hostilité de beaucoup de patients et de malades.

Mais la grève ne rencontre pas que de l'hostilité ! Dans bien des services, il y a des travailleurs qui moralement se sentent solidaires des grévistes. Beaucoup reprochent à la CGTG de ne pas prendre d'initiative. Ces travailleurs n'approuvent pas les méthodes de l'UTS et souvent s'y opposent dans leur service.

Les travailleurs se trouvent divisés entre ceux qui suivent l'UTS dans la grève (réanimation et maternité) et ceux qui ne veulent pas se plier à sa direction et à ses méthodes jugées néfastes.

La CGTG elle, soucieuse de combattre l'influence grandissante de l'UTS au sein de l'hôpital joue la carte du pourrissement de la grève et de son échec. Comme un si un échec de la grève était seulement un échec de l'UTS !

Car si le ministre de la Santé — le communiste Ralite — refuse de céder aux revendications de l'UTS ce n'est certainement pas comme dit la CGTG parce que ces revendications sont excessives, mais bien parce que la politique du gouvernement en la matière est de refuser toute augmentation importante du personnel, même si cela est nécessaire au bon fonctionnement de l'hôpital.

Pour l'ensemble de la France et des DOM TOM le gouvernement prévoyait la création de 210 000 emplois (çà c'était les promesses électorales !) en fait il n'en a été créé que 55 000 en 81 et 61 000 sont prévus pour 82 !

Alors l'augmentation du personnel des hôpitaux de Guadeloupe attendra longtemps si les travailleurs ne se mettent pas en colère pour les obtenir.

Ceux qui sont en grève dans les deux services de Pointe-à-Pitre ont raison de croire que rien ne sera réglé par les méthodes de luttes syndicales traditionnelles. Il faut changer d'attitude, il faut effectivement se battre.

Mais précisemment ni l'UTS ni la CGTG ne veulent — chacun à sa manière — créer les conditions de cette lutte pour l'ensemble des travailleurs.

Par peur de la mobilisation ouvrière, par réflexe de passivité acquis depuis des années, par habitude de traîter avec les directions de quelques revendications admises par celles-ci et qui touchaient le cas des plus privilégiés de l'hôpital, la CGTG est campée dans l'immobilisme et la peur de bouger.

L'UTS elle ne pose pas les problèmes des travailleurs en fonction des intérêts immédiats et futurs de ceux-ci mais en fonction des besoins politiques de son organisation politique l'UPLG. Le «camp patriotique» (UPLG ou MUFLNG c'est pareil !) a décidé de passer à la conquète de certaines entreprises en combattant l'influence du PCG et de la CGTG. Dans quel but ? Celui de disposer d'une organisation de travailleurs qui permette à la direction de l'UPLG d'élargir son influence et plus tard son contrôle de la classe ouvrière. Le but du MUFLNG ou UPLG (qui est celui des dirigeants de l'UTS) c'est d'obtenir une indépendance de la Guadeloupe d'où sera absente toute possibilité de s'organiser en dehors, et indépendemment, de ce camp patriotique. Pour les dirigeants de l'UTS et du MUFLNG, il s'agit non pas de mobiliser les travailleurs de Guadeloupe, mais de les embrigader et d'arriver demain au monolithisme, au parti unique, à la tête de la Guadeloupe.

Dans tous les milieux où ils interviennent, les dirigeants de ce courant politique parlent et agissent dans ce sens : faire disparaître toute possibilité de vie démocratique dans le pays pour l'avenir. Les travailleurs et le peuple n'ont pas le droit à la parole car ils ne sont pas responsables — du moins pas aux veux des Corentin, Makouke, Pérutin et cie ! Dans les associations de jeunes, le travail de l'UPLG consiste à vouloir progressivement en arriver à l'étouffement des discussions.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'attitude des dirigeants de l'UTS au sein de l'hôpital.

Cela représente un danger potentiel pour les travailleurs et pour notre peuple, danger de voir demain notre pays dirigé par des hommes politiques qui n'auront rien de plus pressé à faire que d'établir une dictature du parti unique (UPLG ou autre formulation) accompagnée d'une dictature de leur force militaire créée au cours de la lutte anti-colonialiste.

Mais fort heureusement, nous n'en sommes pas encore là et l'attitude générale des travailleurs de l'hôpital, comme ceux de la SCEFA à Capesterre, montre que les menées des apprentis-dictateurs se soldent par un échec.

Mais les militants du PCG qui s'intitulent eux mêmes «communistes» ou de la CGTG qui se disent «syndicalistes défenseurs des intérêts des travailleurs» doivent comprendre que ce n'est pas en préconisant la passivité face à la fin de non recevoir de l'administration aux revendications qu'ils pourront s'opposer aux menées des dirigeants de l'UTS, ni en confondant les intérêts des travailleurs en grève avec ceux des dirigeants de l'UTS.

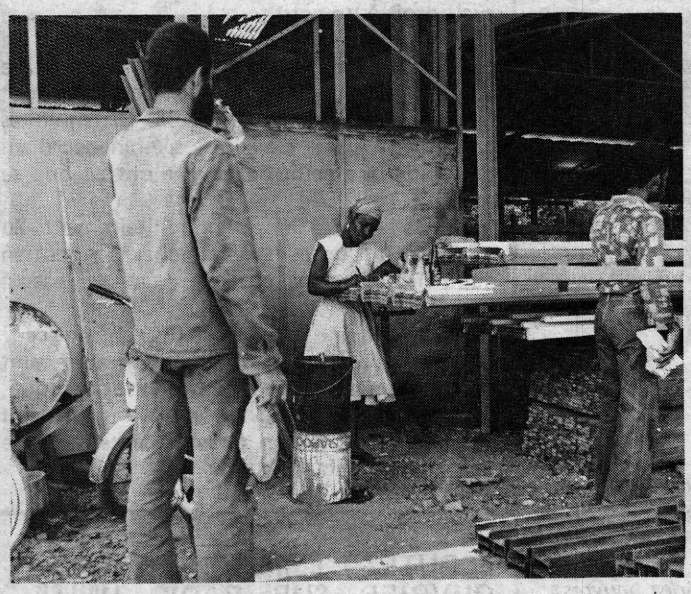
C'est précisémment en raison de la passivité affichée de la CGT que les dirigeants de l'UTS peuvent prétendre à faire figure au rang de meilleur combattant des travailleurs dans l'entreprise. Et on comprend parfaitement l'attitude de nombreux travailleurs que les comportements et les méthodes anti-démocratiques de l'UTS indisposent mais qui refusent de faire quelque chose contre çà parce qu'en face on leur propose uniquement la passivité.

Car si demain les luttes deviennent plus dures, ce n'est pas avec des discussions autour du tapis vert ou en comptant sur un «camarade ministre» qui siège à 7000 km et applique fidèlement la politique de restriction du gouvernement que les travailleurs obtiendront quoique ce soit.

Pour s'opposer aux menées anti-démocratiques de l'UTS il faut avoir d'autres buts que de régler des comptes avec cette organisation. Une telle bagarre entre organisation ne peut constituer un objectif. Et il est stérile que des militants y consacrent leur force. Ce qui empêchera certains comportements anti démocratiques, c'est de leur opposer la lutte dirigée démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes et non par un quelconque appareil, qu'il s'appelle UTS ou CGTG.

Georges Rassamy.

ECHOS DES ENTREPRISES







GUADELOUPE

C. F. T. : RACISME

Dans l'entreprise, il y a deux mécaniciens. Pourtant il y en a un qui travaille plus que l'autre. Il fait non seulement de la mécanique mais aussi de la soudure. Il gagne par contre deux fois moins que l'autre.

La raison est simple. Celui qui travaille plus et gagne moins est un noir alors que celui qui travaille moins et a un salaire plus élevé est un blanc. La Direction de la CFT montre une fois de plus qu'elle est raciste.

POINTE-A-PITRE SIG

L'AFFAIRE SILOU

Encore une fois l'affaire de notre camarade Silou qui devait être jugée le jeudi 17 juin a été renvoyée au 2 juillet. . .

Ces renvois ne se comptent plus depuis 2 ans. La justice des patrons fait trainer les choses en longueur pour faire plaisir à Tavernier ; mais Silou tient bon. Il doit être réembauché ou fortement indemnisé. Cela le patron et les juges le savent, c'est pour cela qu'ils font trainer les choses en longueur. C'est cela la justice bourgeoise.

SOUTENONS SILOU !

VEGLAGE

Cette année, nous avons obtenu quelques remplaçantes pour les femmes de ménage qui partent en congé. Voilà longtemps que nous réclamions cela. Car la période de congés est souvent infernale pour nous, lorsque nous devons faire le travail de deux ou trois femmes de ménage absentes.

Pour nous donner l'illusion que nous avons obtenu satisfaction, la direction a embauché deux remplaçantes à Grand Camp et aussi au Raizet. Mais cela ne fait pas le compte car à part deux ou trois cas la majorité des femmes de ménage ne seront pas remplacées.

La plupart d'entre nous qui se retrouvent à faire double ou triple travail sont plus que jamais décidées à résoudre le problème, en se limitant à leur somme de travail habituelle. Et c'est bien ainsi.

A la direction de s'arranger alors avec les locataires mécontents. C'est son problème, pas le nôtre.

GUADELOUPE

E.D.F. : UN TRAVAILLEUR VICTIME D'UN ACCIDENT.

Il y a plus d'une semaine, un agent de quart a été victime d'un accident. Un filtre d'air comprimé a explosé pendant qu'il était en train de faire des relevés. Il a tout reçu en pleine figure et à la poitrine, ce qui lui a fait de sérieuses contusions.

C'est la première fois qu'un tel accident arrive, mais il faut dire que depuis la création de la centrale, depuis donc 16 ans, c'est le même système d'air comprimé qui fonctionne.

Probablement ce système commence à être fatigué et il ne serait pas étonnant que l'explosion soit due à l'usure du matériel.

E.D.F. : DU VIEUX MATÉRIEL QUI PEUT NOUS COUTER CHER.

Les tuyauteries d'eau surchauffée sont défectueuses et ont des fuites. Pour l'instant ces fuites sont mineures mais à la longue il peut y avoir des dégagements d'eaux chaudes importants qui peuvent provoquer des accidents.

Le système là aussi date de l'ouverture de la centrale. Il mériterait d'être revisé.

Qu'il y ait un accident de plus, cela n'a pas l'air d'être le souci de la direction.

Ceux qui dirigent sont dans leurs bureaux climatisés et ne côtoient pas les machines.

Ce n'est donc pas leur affaire.

E.D.F. : LES ACCIDENTS : UNE CONSÉQUENCE DE L'INCURIE ET DE LA NÉGLIGEANCE DES DIRIGEANTS.

Pour éviter les risques d'accidents, il faudrait réviser tous les systèmes qui datent de plusieurs années. Avec un tel matériel les risques d'accidents sont plus importants.

Mais faire des révisions, cela nécessite l'arrêt de certains appareils ce qui peut perturber la production. Si l'EDF était correctement équipée, certains appareils auraient pu être révisés pendant que d'autres sont en marche et il n'y aurait pas eu de problèmes.

Mais les dirigeants de l'E.D.F. et l'état maintiennent ces carences malgré les risques d'accidents que cela présente.

SUITE DE L'EDITORIAL

«d'exprimer» le refus mais non pas de refuser ! Et là aussi après avoir dit qu'on est contre, faut-il comprendre qu'il s'agira d'appliquer ?

Dans la situation créée par la crise, il n'y a guère de possibilité d'échapper au dilemme : faire payer les riches ou faire payer les travailleurs. Le gouvernement de gauche de Mauroy fait tout pour ne pas avoir à faire payer les riches. Aussi cherche-t-il des solutions du genre «trucs et passe-passe». Cela revient finalement à s'attaquer aux plus pauvres et aux travailleurs. Les salariés, employés et ouvriers, les petits commerçants, les artisans, les petits paysans feront les frais de cette politique.

Depuis les débuts de ce gouvernement en 1981, on a vu les patrons recevoir des milliards pour la relance de l'économie et l'économie apparemment n'a pas été relancée.

On a vu Mitterrand et Jobert sillonner le monde cherchant à relancer la maison de commerce «France», mais rien n'y a fait, la balance commerciale est déficitaire.

On a vu Mitterrand multiplier les appels auprès des américains pour les amener à baisser les taux d'intérêts aux Etats-Unis. A part de vagues bonnes paroles, rien n'a changé et le dollar reste d'un cours très élevé qui favorise l'inflation en Europe.

Mitterrand et Mauroy se battent contre le chômage et celui-ci continue d'augmenter. S'il n'y a pas de «reprise», c'est normal !

Vient aujourd'hui le blocage des salaires et des prix !

Pour quatre mois seulement nous dit-on. Mais hier, la presse annonçait que l'instabilité monétaire et les menaces sur la France continuaient de plus belle. Que l'essence allait être augmentée de 10 à 25 ou 30 centimes.

On ne peut s'empêcher de se demander pourquoi dans quatre mois les facteurs qui créent l'instabilité monétaire et entretiennent l'inflation en Europe en particulier seraient moins actifs qu'aujourd'hui ? Qu'est-ce qui prouve que les taux d'intérêts américains seront à un niveau plus favorable pour l'inflation française, que le pétrole ne va plus augmenter etc. . . ?

Le gouvernement va bloquer les salaires, promettant de tenir en même temps les prix, mais il sait bien qu'il ne peut en rien tenir une telle promesse, car un grand nombre de facteur, qui agissent sur les prix ne dépendent absolument pas de ce qu'il peut décider.

On peut donc dire à l'avance que cette opération contre les salaires et soi-disant contre les prix et l'inflation ne peut se faire que sur le dos des travailleurs.

Et même si l'on supposait un certain succès dans la lutte contre l'inflation, on peut voir ce qu'une telle politique anti-inflationiste brutale a provoqué aux États-unis . une aggravation importante du chômage.

Mais il y a aussi une autre conséquence due au contexte général de la crise : c'est que les mesures anti-inflationistes feront aussi très mal à la petite bourgeoisie (petits commerçants, artisans petites entreprises) qui ne bénéficient pas elles des subventions de l'État. On a vu aux États-Unis croître de façon spectaculaire le nombre de faillites depuis la politique anti-inflationiste de Reagan.

Voilà donc un gouvernement de gauche qui fait bien mieux que l'ex-gouvernement de droite de Giscard et Barre. Bien mieux et bien plus énergiquement. sûr qu'il est de bénéficier lui d'une sorte d'approbation ou de soutien ou de la neutralité populaire.

Mais le gouvernement pourrait bien s'être trompé sur la profondeur des bons sentiments des travailleurs à son égard. Ceux-ci ne sont peut être pas disposés à mettre en péril leur propre moyen d'existence, ni à faire des sacrifices alors que les riches et les très riches continuent eux à faire de bonnes affaires a accumuler des bilans positifs et à distribuer des dividendes et intérêts aux parasistes qui vivent du travail des autres.

Claude Rocha.

ISRAEL PRÊTE A LA LIQUIDATION DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE. FEU VERT DE REAGAN !

Dans Beyrouth encerclé par les troupes d'Israël, les ambassades ferment leurs portes. Les américains vivant au Liban ont reçu l'ordre de rentrer aux USA. Le consulat français vient de fermer lui aussi ses portes.

Tout se passe comme si chacun savait que l'assaut final pouvait avoir lieu dans quelques heures.

Israéliens et américains veulent en effet que les combattants palestiniens déposent les armes. Mais jusqu'ici, malgré toutes les tentatives de négociation d'Arafat, celui-ci n'a rien obtenu d'autre que l'offre de regagner les camps de réfugiés avec des troupes désarmées. Ce qui bien évidemment équivaut à un suicide. La bourgeoisie américaine s'y connait en plan ce ce genre : promettre la paix et la reconnaissance des droits contre le désarmement et le regroupement dans des camps : aujourd'hui les dirigeants américains voudraient bien voir les palestiniens finir comme les indiens d'Amérique. Sauf que tous ne vivent pas au Liban et que toute la région est peuplée d'arabes qui se sentiront solidaires, des palestiniens et plus haineux envers l'état d'Israël, qui accepte de mener cette sale guerre contre les palestiniens.

Il n'y aura pas de paix ni pour la Galilée ni pour Israël sur les cadavres des combattants palestiniens. Déjà, l'armée israélienne est obligée de mener des combats sur une large superficie du Liban et pas seulement dans Beyrouth. Dans les montagnes des accrochages importants ont lieu et l'aviation israélienne a beau bombarder toutes ces régions, cela ne mettra pas fin aux combats ni à la détermination de combattants palestiniens qui n'ont d'autres choix que combattre sans relâche afin de ne pas être réduits au sort d'émigrés éternels.

La prolongation de cette guerre exigera de plus en plus de sacrifices du peuple israélien, et l'appauvrira d'autant.

G. R.

Nous publions ci-dessous un article du journal trotskyste français "Lutte ouvrière"

NEW-YORK : DES CENTAINES DE MILLIERS DE MANIFESTANTS CONTRE LA GUERRE



La politique d'armements dont Reagan s'est fait le champion est contestée aux U.S.A mêmes. Pour preuve cette immense manifestation contre les armes nucléaires à New York la semaine dernière. Des centaines de milliers de personnes. (Un million d'après les organisateurs) ont tenu à crier : («Non à la guerre, oui à la vie».

Cette manifestation a battu tous les records d'affluence : il y avait bien plus de monde que lors des manifestations pourtant imposantes de la jeunesse américaine pour protester contre la guerre au Vietnam, il y a une dizaine d'années, et nombreux ont été les commentateurs qui ont présenté cette manifestation comme étant la plus grande du genre aux Etats-Unis.

Toutes les rues autour de l'ONU étaient noires de monde ; dès la veille, des manifestants s'étaient installés dans les rues adjacentes. Et c'est un immense cortège qui s'est dirigé samedi vers Central Park.

Cette manifestation, qui a été organisée par de très nombreuses associations, a rassemblé des gens de tous horizons, de toutes origines, des inconnus, mais aussi des personnalités, des vedettes, parmi lesquelles, entre autres, Orson Welles.

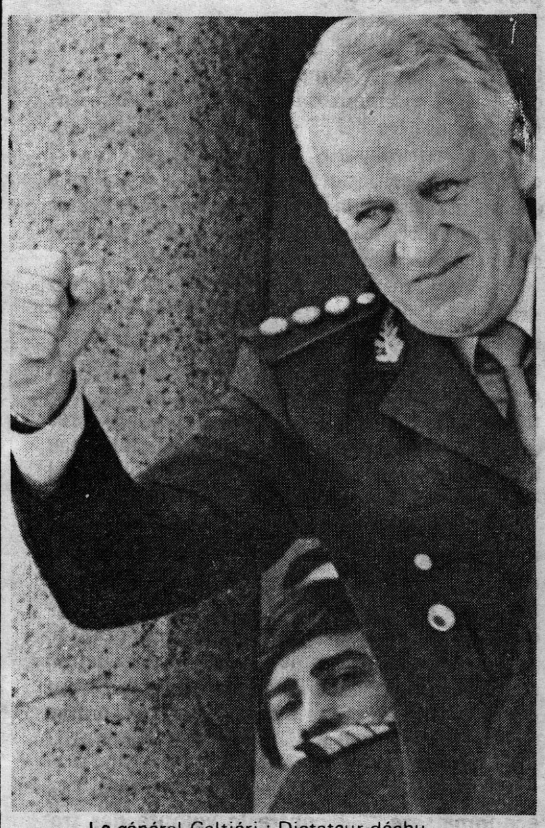
Et si le mot d'ordre principal de la manifestation était celui de *«gel des armements»*, toute une série de slogans, de banderoles, protestaient contre la course aux armements. On pouvait d'après les journalistes présents, voir et entendre, entre autres : *«Fin de la course aux armements» ; «Interdiction des armes nucléaires» ; «Transfert des ressources nationales de tous les programmes militaires pour les nécessités humaines» ; «Halte aux interventions militaires dans les pays étrangers» ; «Halte à l'actuelle pression militaire sur les conditions de vie des Noirs, des Hispano américains, des femmes, des vieux, des pauvres»*. *Des rescapés* d'Hiroshima étaient aussi présents à cette manifestation pour témoigner pour protester.

D'après les organisateurs de la manifestation, il s'agit là d'une victoire d'autant plus grande que, d'après eux, une participation supérieure à 400 000 personnes devrait permettre au mouvement pour la paix de peser sur les prochaines élections, celles qui doivent renouveler une partie du Sénat à l'automne prochain, mais surtout sur les élections présidentielles qui doivent se dérouler en 1984. Cela explique peut-être le fait que Reagan ait tenu à s'adresser aux pacifistes en déclarant, au sommet de l'OTAN, a Bonn, en Allemagne, qu'il se sentait lui aussi du côté des pacifistes et de ceux qui désiraient la paix.

Mais Reagan, lui, parle peut-être de paix mais en armant à outrance les Etats-Unis.

Après les manifestations de Bonn et de Londres, celle de New York, dans le bastion du plus grand impérialisme, de celui qui domine le monde, qui est directement responsable de la course aux armements et de nombreux conflits, montre que la jeunesse, une fraction de plus en plus grande de la population, n'est pas prête à accepter les massacres que les dirigeants préparent.

ARGENTINE : LES MILITAIRES DIVISÉS SE QUERELLENT POUR L'EXERCICE DU POUVOIR



Le général Galtiéri : Dictateur déchu.

Le représentant de l'armée de l'air et de la marine au sein de la Junte au pouvoir en Argentine vient de démissionner. Il veut protester contre la nomination d'un général de l'armée de terre pour la présidence de la république.

Il y a longtemps que les militaires argentins ont eu cette habitude de se quereller plus ou moins violemment pour le pouvoir. On a même vu à certaines périodes les différentes armées (terre, air, mer) décider, pour éviter ces querelles, de se succéder dans un certain ordre au pouvoir. . . chacun avait droit à un petit tour !

Aujourd'hui les choses se passent un peu différemment puisque les généraux de l'air et de la marine qui ont supporté tout le poids de la guerre contre les Britanniques prétendent à une certaine prééminence d'autant plus que ceux de terre n'ont su que se rendre !

De là à s'opposer militairement au reste de la Junte et à chercher un soutien populaire démagogique il y a un pas à franchir.

La marine et l'air le franchiront-ils ?

Si cela peut prévenir un mécontement populaire grave, ils le feront peut être. Sinon, comme par le passé les militaires peuvent aussi bien trouver un terrain d'entente et se distribuer des tours de rôle.

ÉCOUTEZ L'ÉMISSION DE COMBAT-OUVRIER SUR RADIO UNITÉ : 99,5 MGH SUR FM TOUS LES LUNDIS ENTRE MIDI ET UNE HEURE.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.
Commission paritaire
N° 51728